

TRAITÉ PRATIQUE

DE

DROIT CIVIL FRANÇAIS

PAR

MARCEL PLANIOL

PROFESSEUR HONORAIRE
A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

GEORGES RIPERT

PROFESSEUR DE DROIT CIVIL
A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

TOME XI

CONTRATS CIVILS

DEUXIÈME PARTIE

AVEC LE CONCOURS DE

ANDRÉ ROUAST

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT
DE PARIS

RENÉ SAVATIER

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT
DE POITIERS

JEAN LEPARGNEUR

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT
DE CAEN



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies.

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1932

Tous droits réservés

TABLE ANALYTIQUE DU TOME XI

CONTRAT DE TRAVAIL

Pages

763. Sources. — **764.** Alsace et Lorraine. 1

CHAPITRE PREMIER

NATURE ET ÉLÉMENTS DU CONTRAT DE TRAVAIL 4

SECTION I. — Définition et distinction des autres contrats. 4

765. A. *Dénomination et définition du contrat.* — Dénomination du contrat. — **766.** Controverse terminologique. — **767.** Définition. — **768.** B. *Distinction du contrat de travail et du contrat d'entreprise.* — Son importance. — **769.** Critérium tiré du mode de rémunération. — **770.** Critique de ce critérium. — **771.** Critérium admis par le projet de loi de 1906. — **772.** Critérium de la jurisprudence, le lien de subordination. — **773.** Applications. — **774.** C. *Distinction du contrat de travail et du mandat.* — Principe. — **775.** Applications. — **776.** Jurisprudence concernant les arts libéraux. — **778.** D. *Distinction du contrat de travail et d'autres contrats.* — Vente. — **779.** Société. — **780.** Louage de choses. — **781.** Autres distinctions. — **782.** E. *Applications principales du contrat de travail.* — Domaine de ce contrat.

SECTION II. — Conditions de validité et de preuve. 26

783. Observation.

§ 1. — *Capacité.* 26

784. A. *Mineur.* — Age minimum pour être embauché. — **785.** Mode de passation du contrat. — **786.** Conséquences de l'embauchage irrégulier d'un mineur. — **787.** B. *Femme mariée.* — Autorisation maritale.

	Pages
§ 2. — <i>Consentement.</i>	29
788. Caractère consensuel du contrat. — 789. Promesse du contrat. — 790. Tacite reconduction. — 791. Vices du consentement. — 792. Contrat de travail inclu dans un règlement d'atelier. Position du problème. — 793. Tentative doctrinale concernant l'interprétation des règlements d'atelier. — 794. Solution de la jurisprudence. — 795. Effet des conventions collectives. — 796. Rôle des usages professionnels.	
§ 3. — <i>Preuve du contrat.</i>	36
797. Anciens modes de preuve disparus. — 798. Suppression de la formalité du double. — 799. Preuve du contrat de travail verbal.	
SECTION III. — <i>Personnes pouvant être parties au contrat.</i>	39
800. Principe de la liberté du travail. — 801. Emploi obligatoire des pensionnés de guerre. — 802. Emploi des étrangers. — 803. Emploi du conjoint et des enfants mineurs. — 804. Limites conventionnelles au libre choix de la main-d'œuvre. — 805. Clauses limitant des embauchages ultérieurs.	
SECTION V. — <i>Conflits de lois.</i>	44
805. Intérêt de la question. — 806. Détermination de la loi supplétive de volonté. — 807. Conflits de lois obligatoires.	
CHAPITRE II	
OBLIGATIONS NÉES DU CONTRAT DE TRAVAIL	48
SECTION I. — <i>Généralités sur les obligations du patron.</i>	48
808. Distinction des obligations contractuelles et des obligations légales. — 809. Causes de l'intervention du législateur. — 810. Caractère de la législation du travail. — 811. Rôle des syndicats professionnels. — 812. Obligations légales du patron.	
SECTION II. — <i>Obligation de payer le salaire.</i>	52
§ 1. — <i>Éléments du salaire.</i>	52
813. Définition. — 814. Accessoires du salaire : primes à la production et à l'économie. — 815. Participation aux bénéfices. — 816. Etreennes, gratifications, pourboires. — 817. Allocations familiales.	

§ 2. — *Détermination du salaire.*

818. Liberté des conventions. — **819.** Salaire minimum fixé par la loi en matière de travaux publics.

§ 3. — *Mode de paiement du salaire.* 59

820. Epoque du paiement. — **821.** Jour et lieu du paiement. — **822.** Monnaie de paiement. — **823.** Pièce justificative du paiement. — **824.** Sanction de ces règles.

§ 4. — *Garanties de paiement du salaire.* 61

825. Enumération.

SECTION III. — *Protection du salaire contre les créanciers de l'ouvrier.* 63§ 1. — *Insaisissabilité et incessibilité du salaire.* 63

826. Ancienne jurisprudence. — **827.** Innovations de la loi du 12 janvier 1895. — **828.** Insuffisance de la loi de 1895 et réformes de 1921 et de 1930. — **829.** Limites fixées à la saisie et à la cession. — **830.** Formes de la cession. — **831.** Principales particularités de la saisie.

§ 2. — *Compensation des salaires par le patron.* 68

832. Différentes catégories de créances patronales. — **833.** A. *Compensation de la créance de fourniture d'instruments de travail.* — Principe. — **834.** B. *Compensation des avances patronales.* — Règle. — **835.** Absence de limitation de la restriction à la compensation des avances. — **836.** Absence de droit du patron sur la portion insaisissable. — **837.** Prohibition de la compensation facultative. — **838.** C. *Cas où la compensation est complètement interdite.* — Paiement du salaire en monnaie. — **839.** D. *Compensation des dettes non prévues par la loi.* — Jurisprudence.

SECTION IV. — *Autres obligations contractuelles du patron.* 71

840. Obligations concernant l'exécution du travail. — **841.** Obligations accessoires à l'exécution du travail. — **842.** Certificat de travail.

SECTION V. — *Obligations de l'employé.* 77

843. Obligation d'exécuter le travail. — **844.** Obligation de fidélité.

CHAPITRE III.

CESSATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

81

845. Distinction de la rupture et de la suspension du contrat.

SECTION I. — Cessation du contrat à durée déterminée.

81

846. Termes qui peuvent être convenus dans un contrat de travail. — 847. Effet de l'arrivée du terme. — 848. Rupture prématurée par la volonté des parties. — 849. Rupture prématurée par le décès. — 850. Cessation et cession de l'entreprise. — 851. Effet de la force majeure. — 852. Faillite du patron. — 853. Inexécution des engagements. — 854. Effet de la grève sur le contrat de travail à durée déterminée.

SECTION II. — Cessation du contrat de travail à durée indéterminée.

91

§ 1. — *Principes généraux.*

91

855. Cas de rupture communs aux deux formes de contrat de travail. — 856. Conséquence de la cession de l'entreprise. — 857. Rupture par volonté unilatérale.

§ 2. — *Du délai-congé.*

93

858. Nature et objet du délai-congé. — 859. Détermination du délai-congé. — 860. Conditions d'application. — 861. Clauses relatives aux délais-congé. — 862. Formes et effets. — 863. Indemnité pour violation du délai-congé. — 864. Cas où la violation du délai-congé ne donne pas lieu à indemnité.

§ 3. — *Rupture injustifiée.*

101

865. Position de la question. — 866. Jurisprudence antérieure à 1890. — 867. Loi du 27 décembre 1890. — 868. Développement de la notion d'abus du droit de rupture. — 869. Preuve de la rupture abusive : loi du 19 juillet 1928. — 870. Montant de l'indemnité due pour rupture injustifiée. — 871. Nullité des clauses de renonciation à l'indemnité. — 872. Privilège garantissant le paiement de l'indemnité.

§ 4. — *Effet de la grève ou du lock-out sur le contrat de travail à durée indéterminée.*

111

873. Position du problème. — 874. Intérêts de la question. — 875. Jurisprudence. — 876. Justification partielle de l'idée de rup-

ture. — **877.** Conséquences de l'idée de rupture. — **878.** Cas où il n'y a pas rupture.

CHAPITRE IV

LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL 419

SECTION I. — Nature et objet de la convention. 419

879. Définition et caractère spécifique de la convention collective. — **880.** Objet de la convention. — **881.** Rôle économique et social des conventions collectives. — **882.** Nature juridique de la convention collective. — **883.** La conception contractuelle et la conception réglementaire. — **884.** La loi du 25 mars 1919.

SECTION II. — Conditions de validité. 429

885. Parties à la convention. — **886.** Pouvoirs. — **887.** Conditions de forme. — **888.** Portée d'application de la convention.

SECTION III. — Effets de la convention. 432

§ 1. — *Personnes liées par la convention.* 432

889. Groupements signataires et individus. — **890.** Adhésions à la convention. — **891.** Situation des autres membres de la profession.

§ 2. — *Obligations résultant de la convention.* 436

892. Obligations des groupements. — **893.** Obligations des individus liés par la convention. — **894.** Cas où une seule des parties est liée par la convention.

§ 3. — *Durée de la convention.* 440

895. Contrat à durée indéterminée. — **896.** Effet d'une convention à durée indéterminée. — **897.** Rupture prématurée de la convention à durée indéterminée. — **898.** Résolution de la convention. — **899.** Convention à durée indéterminée. Délai de préavis. — **900.** Renonciation au droit de dénoncer la convention.

SECTION IV. — Sanctions de la convention collective. 447

901. Gravité du problème. — **902.** Distinction de l'action syndicale et de l'action individuelle. — **903.** Action syndicale. —

904. Actions individuelles exercées *ut singuli*. — 905. Exercice syndical de l'action individuelle.

ENTREPRISE

CHAPITRE PREMIER

NATURE ET FORMES DIVERSES DU CONTRAT D'ENTREPRISE

151

SECTION I. — Définition et distinction des autres contrats.

151

906. Dénomination. — 907. Définition de l'entreprise et distinction du contrat de travail. — 908. Désignation des parties. — 909. Distinction de l'entreprise et du mandat. — 910. Nature du contrat passé par l'architecte. — 911. Intérêts de la distinction de l'entreprise et du mandat. — 912. Distinction de l'entreprise et de la vente.

SECTION II. — Différentes formes d'entreprise.

160

913. Entreprise concédée et entreprise libre. — 914. Distinction des entreprises suivant leur objet. — 915. Distinction suivant le mode de fixation du prix. — 916. Suite. Marché à forfait. — 917. Suite. Marché sur devis.

SECTION III. — Sous-entreprise et marchandage.

164

918. Définition de la sous-entreprise. — 919. Le marchandage. — 920. Prohibition du marchandage.

CHAPITRE II

RÈGLES COMMUNES A TOUTES LES ENTREPRISES

167

SECTION I. — Formation du contrat.

167

921. Caractère consensuel du contrat. — 922. Concours et soumissions. — 923. Minimum de salaire des ouvriers travaillant à domicile.

SECTION II. — Obligations nées du contrat.

470

§ 1. — Obligations de l'entrepreneur.

470

924. Obligation d'exécuter le travail. — **925.** Obligation de livraison. — **926.** Des risques. Cas où l'entrepreneur fournit la matière. — **927.** Suite. Cas où la matière est fournie par le maître. — **928.** Responsabilité de l'ouvrier envers le maître. — **929.** Cession et sous-entreprise. — **930.** Responsabilité de l'entrepreneur du fait des personnes qu'il emploie.

§ 2. — Obligations du maître.

478

931. Obligation d'effectuer la réception. — **932.** Paiement du prix. — **933.** Droit de rétention. — **934.** Prescription de la créance du prix.

SECTION III. — Fin du contrat.

935. Fin normale du contrat. — **936.** Mort de l'entrepreneur. — **937.** Résiliation unilatérale du contrat. — **938.** Autres causes mettant fin au contrat.

CHAPITRE III

RÈGLES SPÉCIALES AUX ENTREPRISES
DE CONSTRUCTION

488

SECTION I. — Modification au cours de travaux à forfait.

488

939. Règles posées par l'art. 1793. — **940.** Première règle. — **941.** Seconde règle. — **942.** Exception prévue par l'art. 1793. — **943.** Exclusion de l'action de *in rem verso*. — **944.** Validité des clauses contraires.

SECTION II. — Responsabilité des architectes et entrepreneurs.

492

945. Principe de la responsabilité décennale. — **946.** Difficultés de la matière. — **947.** Nature de la responsabilité. — **948.** Objet de la responsabilité. — **949.** Présomption concernant les travaux à forfait. — **950.** Travaux donnant lieu à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs. — **951.** Faits donnant lieu à la responsabilité. — **952.** Personnes responsables. — **953.** Responsabilité de l'architecte à raison des fautes de l'entrepreneur. — **954.** Recours de l'architecte contre l'entrepreneur. — **955.** Solidarité. — **956.** Cas d'atténuation ou de disparition de la responsabilité. — **957.**

Clauses d'irresponsabilité. — 958. Durée de la responsabilité. — 959. Durée de l'action. — 960. Caractère du délai. — 961. Transmission de l'action en responsabilité.

SECTION II. — Action directe des ouvriers de l'entrepreneur. 213

962. Existence d'une action directe au profit des ouvriers de l'entrepreneur. — 963. Effets de l'action directe. — 964. A qui appartient l'action directe. — 965. Conditions d'ouverture de l'action. — 966. Exceptions opposables par le maître. — 967. Extension conventionnelle de l'action directe.

CHAPITRE IV

VARIÉTÉS D'ENTREPRISES

221

968. A. *Contrat d'édition*. — Règles générales. — 969. B. *Contrat de représentation*. — Règles générales. — 970. C. *Entreprise de spectacles ou de jeux*. — Nature du contrat. — 971. Formation du contrat. Le billet. — 972. Obligations de l'entrepreneur de spectacles et droits du spectateur. — 973. Obligations du spectateur. — 974. D. *Contrat de publicité*. — Caractères. — 975. Formation du contrat de publicité par voie de la presse. — 976. Obligations de l'entrepreneur de publicité. — 977. Obligations de l'annonceur. — 978. Contrats de publicité passés par intermédiaires.

SOCIÉTÉ ET ASSOCIATION

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ

237

SECTION I. — Notions générales.

237

979. Réglementation du contrat de société. — 980. Définition. — 981. Eléments du contrat. — 982. La notion de société. — 983. Sens du mot bénéfice dans l'art. 1832. — 984. Objet de la société.

	Pages
SECTION II. — Des diverses sortes de sociétés.	245
§ 1. — <i>Sociétés univrrselles et sociétés particulières.</i>	245
985. A. <i>Sociétés universelles.</i> — Différentes espèces. — 986. Conditions de validité. — 987. Sort des dettes. — 988. B. <i>Sociétés particulières.</i> — Définition et variétés.	
§ 2. — <i>Sociétés civiles et sociétés commerciales.</i>	248
989. Intérêt de la distinction. — 990. Critérium de la distinction. — 991. Dualité d'opérations. — 992. Sociétés à objet civil et à forme commerciale. — 993. Suite. Loi du 1er août 1893. — 994. Suite. Portée d'application de la loi. — 995. Suite. Sociétés en nom collectif ou en commandite simple. — 996. Sociétés minières.	
§ 3. — <i>Sociétés de personnes et sociétés de capitaux.</i>	258
997. Distinction. — 998. Dénomination des parts d'associés.	
SECTION III. — Formation du contrat de société.	260
§ 1. — <i>Les parties au contrat.</i>	260
999. Caractère consensuel du contrat. — 1000. Vices du consentement. — 1001. Capacité. — 1002. Pouvoir. — 1003. Sociétés entre époux. — 1004. Effets de la nullité.	
§ 2. — <i>Objet de la société.</i>	267
1005. Caractère licite de l'objet. — 1006. Conséquences de la nullité.	
§ 3. — <i>Apports des associés.</i>	270
1007. Nécessité des apports. — 1008. Nature variable des apports. — 1009. Réalisation des apports : apports en numéraire. — 1010. Suite. Apports en nature. — 1011. Suite. Apport en jouissance. — 1012. Garantie due à la société.	
§ 4. — <i>Preuve du contrat. Les statuts.</i>	276
1013. Application du droit commun. — 1014. Forme du contrat. — 1015. Déclaration à l'Enregistrement. — 1016. Modification aux statuts.	
SECTION IV. — Personnalité des sociétés.	279
1017. Sociétés dotées de la personnalité. — 1017 bis. Discussion sur la personnalité des sociétés civiles. — 1018. Situation juridique	
P. et R. <i>Traité.</i>	xi-62

des biens sociaux. — **1019.** Droit des associés. — **1020.** Autres conséquences de l'idée de personnalité. — **1021.** Siège social et nationalité. — **1022.** Acquisition de libéralités.

SECTION V. — **Fonctionnement des sociétés.** 288

§ 1. — *Gestion de la société.*

1023. A. *Sociétés pourvues de gérants.* — Gérants statutaires. — **1024.** Gérants ordinaires. — **1025.** Pouvoirs du gérant. — **1026.** Substitution. — **1027.** Pluralité de gérants. — **1028.** B. *Sociétés dépourvues de gérants.* — Pouvoir individuel d'administrer et droit de veto. — **1029.** Pouvoirs de la majorité. — **1030.** Situation personnelle des associés. — **1031.** Interdiction d'aliéner et d'engager.

§ 2. — *Obligations et droits des associés.* 297

1032. Intérêts des sommes dues par les associés. — **1033.** Imputation des sommes touchées par un associé. — **1034.** Obligation éventuelle de rapporter. — **1035.** Dommage dû à la faute d'un associé. — **1036.** Créances éventuelles d'un associé contre la société.

§ 3. — *Engagements des associés envers les tiers.* 300

1037. Engagement conjoint des associés. — **1038.** Engagement pris par un associé. — **1039.** Forme moderne de la gestion des sociétés. — **1041.** Responsabilité des associés.

§ 4. — *Partage des bénéfices et des pertes.* 304

1042. Détermination des bénéfices et des pertes. Inventaires. — **1043.** Prohibition des sociétés léonines. — **1044.** Sanction. Nullité de la société. — **1045.** Clauses licites. — **1046.** Limitation du risque à l'apport. — **1047.** Part de bénéfices non précisée par les statuts. — **1048.** Arbitrage prévu par les statuts.

§ 5. — *Cessions de parts.* 312

1049. Conditions et effets de la cession. — **1050.** Croupier.

SECTION VI. — **Dissolution des sociétés.** 316

§ 1. — *Causes de dissolution.* 316

1051. Énumération des causes. — **1052.** Expiration du temps convenu. Prorogation. — **1053.** Extinction de la chose. — **1054.** Impossibilité de réaliser l'apport. — **1055.** Consommation de la

	Pages
négociation. — 1056 . Mort de l'un des associés. — 1057 . Continuation de la société entre les survivants. — 1058 . Remplacement du défunt par ses héritiers. — 1059 . Suite. Hypothèse d'héritiers mineurs. — 1060 . Clause de triple option. — 1061 . Interdiction d'un associé. — 1062 . Faillite ou déconfiture. — 1063 . Dissolution volontaire. — 1064 . Suite. Conditions de la renonciation. — 1065 . Dissolution par justice. — 1066 . Retraite d'un associé. — 1067 . Exclusion d'un associé.	
§ 2. — <i>Effets de la dissolution.</i>	333
1068 . Liquidation. — 1069 . Survie fictive de la personnalité. — 1070 . Liquidateur. — 1071 . Partage. — 1072 . Sociétés de fait.	

CHAPITRE II

LE CONTRAT D'ASSOCIATION 340

SECTION I. — Caractères du contrat d'association. 340

1073. Définition. — **1074**. Distinction de l'association et de la société. — **1075**. Suite. Les coopératives. — **1076**. Suite. Autres exemples d'associations. — **1077**. Suite. Cas discutés. — **1078**. Histoire du régime légal des associations. — **1079**. Loi du 1^{er} juillet 1901. — **1080**. Législation de l'Alsace et Lorraine.

SECTION II. — Constitution et fonctionnement des associations. 333

§ 1. — *Formation du contrat d'association.* 333

1081. Liberté de formation. — **1082**. Membres de l'association. — **1083**. Consentement et capacité. — **1084**. Objet et cause. — **1085**. Nationalité. — **1086**. Preuve. — **1087**. Statuts et règlement intérieur. — **1088**. Admission et démission. — **1089**. Exclusion.

§ 2. — *Fonctionnement de l'association.* 361

1090. Assemblées générales. — **1091**. Conseil d'administration ou comité directeur. — **1092**. Modifications statutaires.

§ 3. — *Dissolution des associations.* 365

1093. Dissolution volontaire ou statutaire. — **1094**. Décès d'un associé. — **1095**. Dissolution judiciaire. — **1096**. Dissolution administrative. — **1097**. Dévolution des biens. — **1098**. Pouvoir d'attribution des statuts ou de l'assemblée générale.

SECTION III. — Associations non déclarées.

372

1099. Existence légale. — 1100. Défaut de capacité. — 1101. Cotisations et autres ressources. — 1102. Biens appartenant à l'association. — 1103. Baux et autres contrats. — 1104. Sanction de l'incapacité.

SECTION IV. — Associations déclarées.

379

1105. A. *Publicité des associations*. — Déclarations. — 1106. Communication aux tiers. — 1107. Sanctions. — 1108. Cas d'application des sanctions. — 1109. B. *Capacité des associations déclarées*. — Concession de la personnalité. — 1110. Capacité d'acquiescer. — 1111. Suite. Cotisations et droit de rachat. — 1112. Limite des acquisitions immobilières. — 1113. Apports immobiliers. — 1114. Gestion. — 1115. Sanctions. — 1116. Actions en justice.

SECTION V. — Associations reconnues d'utilité publique.

1117. Formes de la reconnaissance. — 1118. Capacité. — 1119. Modifications au régime de l'association. Retrait de la reconnaissance.

SECTION VI. — Règles spéciales à certaines associations.

398

1120. A. *Unions d'associations*. — Constitution. — 1121. Associations non déclarées entrant dans l'union. — 1122. Régime. — 1123. B. *Congrégations religieuses*. — Régime. — 1124. C. *Associations régies par des textes antérieurs ou postérieurs à 1901*. — Lois diverses. — 1125. Associations culturelles et associations diocésaines.

PRÊT

1126. Définition.

CHAPITRE PREMIER

PRÊT A USAGE

406

SECTION I. — Caractères et conditions de validité.

406

1127. Caractères. — 1128. Objet du prêt. — 1129. Capacité. — 1130. Formation et preuve du contrat.

SECTION II. — Effets du prêt à usage.

410

1131. Obligations de l'emprunteur. — **1132.** Restitution ; risques. — **1133.** Obligations du prêteur. — **1134.** Fin du prêt.

CHAPITRE III

PRÊT DE CONSOMMATION

414

SECTION I. — Caractères du prêt de consommation.

414

1135. Définition et variétés. — **1136.** Caractère réel du prêt. — **1137.** Caractère unilatéral du prêt. — **1138.** Caractère civil ou commercial du prêt. — **1139.** Distinction du prêt et d'autres contrats.

SECTION II. — Formation du contrat.

418

1139 bis. Capacité. — **1140.** Cause licite. — **1141.** Délivrance. — **1142.** Preuve. — **1143.** Frais du contrat.

SECTION III. — Effets du prêt.

423

1144. Obligations du prêteur. — **1145.** Obligation de l'emprunteur : objet du remboursement. — **1146.** Suite. A qui et où est dû le remboursement ? — **1146 bis.** Suite. Date du remboursement. — **1147.** Résolution du contrat. — **1148.** Sûretés. — **1149.** Conflits de lois.

SECTION IV. — Règles spéciales aux prêts à intérêts.

432

§ 1. — *Formes de ce prêt.*

432

1150. Nécessité d'une stipulation expresse. — **1151.** Nécessité d'un écrit pour la preuve du taux de l'intérêt. — **1152.** Emprunts amortissables. — **1153.** Emprunts à primes ou à lots.

§ 2. — *Limitation du taux de l'intérêt.*

438

1154. Principe et suspension provisoire de limitation. — **1155.** Détermination des contrats usuraire. — **1156.** Distinction des prêts

civils et commerciaux. — **1157.** Sanction civile de l'usure. — **1158.** Sanction pénale. — **1159.** Effets d'une loi nouvelle sur la limitation de l'intérêt.

§ 3. — *Paiement des intérêts.*

444

1160. Prohibition de l'anatocisme. — **1161.** Lieu et date du paiement des intérêts. — **1162.** Présomption de paiement des intérêts. — **1163.** Point de départ et arrêt du cours des intérêts. — **1164.** Répétition des intérêts dus. — **1165.** Sanction du défaut de paiement des intérêts.

DÉPOT

CHAPITRE PREMIER

LE DÉPOT

449

SECTION I. — Définition et caractères du dépôt.

449

1166. Définition. — **1167.** Tradition d'un meuble. — **1168.** Garde de la chose déposée. — **1169.** Obligation de restituer; dépôt irrégulier. — **1170.** Dépôt salarié. — **1171.** Distinction du dépôt et d'autres contrats.

SECTION II. — Formation et preuve du contrat.

457

1172. Consentement des parties; dépôt nécessaire. — **1173.** Capacité. — **1174.** Preuve.

SECTION III. — Effets du dépôt.

462

1175. Obligation de garde. — **1176.** Obligation de ne pas user de la chose. — **1177.** Obligation de restituer en nature. — **1178.** Cas exceptionnels de restitution par équivalent. — **1179.** Justifications exigées pour la restitution. — **1180.** A qui doit se faire la restitution? — **1181.** Lieu de la restitution. — **1182.** Saisie possible du dépôt. — **1183.** Cas du dépositaire substitué. — **1184.** Obligations du déposant et sûretés du dépositaire. — **1185.** Fin du dépôt.

CHAPITRE II

VARIÉTÉS PARTICULIÈRES DU DÉPÔT

SECTION I. — Dépôt d'hôtellerie.

457

1185 bis. Dérégations au droit commun du dépôt. — **1186.** Définition de l'hôtelier. — **1187.** Objets déposés. — **1188.** Preuve. — **1189.** Etendue de la responsabilité de l'hôtelier. — **1190.** Limitation de responsabilité pour les objets précieux. — **1191.** Clauses de non responsabilité.

SECTION II. — Séquestre.

483

1192. Définition et caractères. — **1193.** Séquestre conventionnel. — **1194.** Séquestre judiciaire : cas où il peut être ordonné. — **1195.** Nomination du séquestre judiciaire. — **1196.** Rémunération du séquestre judiciaire. — **1197.** Fonctions du séquestre judiciaire. — **1198.** Gardien de meubles saisis.

 CONTRATS ALÉATOIRES

1199. Caractères des contrats aléatoires.

495

CHAPITRE PREMIER

JEU ET PARI

496

1200. A. Définition et distinction. — Définition. — **1201.** Jeux d'adresse et jeux de hasard. — **1202.** Paris aux courses. — **1203.** B. *Action en paiement et action en répétition.* — Refus de l'action en paiement. — **1204.** Refus de l'action en répétition. — **1205.** Caractère de la règle légale. — **1206.** Exception admise par la loi. — **1207.** Promesse de payer. Novation. — **1208.** Remise d'effets de commerce. — **1209.** Chèque réglant une dette de jeu. — **1210.** Prêts consentis aux joueurs. — **1211. C. Jeux de bourse.** — Législation spéciale aux jeux de bourse. — **1212.** Jurisprudence. — **1213.** Réapparition de l'exception de jeu en matière de marchés à terme. — **1214. D. Loteries.** — Prohibition des loteries. — **1215.** Valeurs à lots et à primes. — **1216.** Ventes et opérations assimilées aux loteries.

CHAPITRE II

CONTRATS DE RENTE VIAGÈRE

514

SECTION I. — Caractères et variétés.

514

1217. Définition et origine variable des rentes viagères. — **1218.** Contrats constitutifs de rente viagère. — **1219.** Aliénations à fonds perdu. — **1220.** Rentes constituées à prix d'argent. — **1221.** Caractère aléatoire de la constitution de rente à titre onéreux. — **1222.** Constitutions de rente viagère à titre gratuit. — **1223.** Caractères juridiques du contrat.

SECTION II. — Conditions d'existence et de validité.

519

1224. Conditions de fond. — **1225.** Formes. — **1226.** Clauses d'insaisissabilité et d'incessibilité. — **1227.** Taux de la rente. — **1228.** Equivalence des prestations. Contrat nul ou donation déguisée. — **1229.** Rentes établies sur la tête d'un tiers. — **1230.** Rente établie sur la tête de plusieurs personnes. — **1231.** Cas particulier de nullité. — **1232.** Suite. Sens du mot maladie. Calcul du délai. — **1233.** Suite. Contrats auxquels s'appliquent les art. 1974 et 1975. — **1234.** Suite. Rente constituée sur plusieurs têtes.

SECTION III. — Exécution et résolution du contrat.

532

1235. A. *Exécution du contrat.* — Calcul et paiement des arrérages. — **1236.** Preuve de l'existence du créancier. — **1237.** Impossibilité de rembourser la rente. — **1238.** Droit du créancier en cas de non-paiement de la rente. — **1239.** Conflit entre le créancier et d'autres créanciers. — **1240.** B. *Résolution du contrat.* — Causes de résolution. — **1241.** Faculté légale de résolution. — **1242.** Résolution conventionnelle. — **1243.** Effets de la résolution. — **1244.** Transmission de l'action aux héritiers du vendeur.

CHAPITRE III

CONTRATS ALÉATOIRES DIVERS

543

SECTION I. — Bail à nourriture.

543

1245. Notion générale. — **1246.** Dot moniale. — **1247.** Nature et effets du bail à nourriture.

SECTION II. — Contrats de capitalisation et de prévoyance.

Pages
546

1248. Contrat de capitalisation : nature et définition. — **1248 bis.** La capitalisation boule de neige. — **1249.** Contrat d'épargne. — **1250.** Tontine. — **1251.** Le contrat de prévoyance.

ASSURANCES

CHAPITRE PREMIER

LE CONTRAT D'ASSURANCE

553

SECTION I. — Caractères généraux et législation.

553

§ 1. — *Caractère et éléments de l'assurance.*

553

1252. Définition. — **1253.** Caractère aléatoire. — **1254.** Le risque. — **1255.** Calcul des probabilités. — **1256.** La prime. — **1257.** Somme assurée.

§ 2. — *Division des assurances.*

559

1258. A. *Division d'après la nature du risque.* — Objet des assurances. — **1259.** Assurances maritimes et assurances terrestres. — **1260.** Assurances de personnes et assurances de dommages. — **1261. B.** *Division d'après la forme de l'entreprise.* — Nature de la division. — **1262.** Compagnies d'assurances à primes fixes. — **1263.** Assurances mutuelles. — **1264.** Compénétration des deux types de sociétés.

§ 3. — *Législation des assurances.*

567

1265. Codes et lois postérieures. — **1266.** Police-type de 1912 et décret du 8 mars 1922. — **1267.** Loi du 13 juillet 1930. — **1268.** Assurances régies par la loi de 1930. — **1269.** Domaine de la loi de 1930 dans le temps. Contrats nouveaux. — **1270.** Suite. Contrats en cours. — **1271.** Textes abrogés. — **1272.** Alsace et Lorraine.

SECTION II. — Formation et preuve du contrat.

576

§ 1. — *Formation du contrat d'assurance.*

576

1273. Règles légales impératives. — **1274.** Caractère consensuel du contrat. — **1275.** Consentement. — **1276.** Capacité. — **1277.** Man-

dat et gestion d'affaires. — **1278.** Formation du contrat. Proposition d'assurance. — **1279.** Note de couverture. — **1280.** Rédaction de la police. — **1281.** Preuve par la police. — **1282.** Polices simples et polices flottantes. — **1283.** Mentions de la police. — **1284.** Clauses manuscrites et clauses imprimées. — **1285.** Interprétation des clauses. — **1286.** Avenant.

§ 2. — *Durée du contrat et transmission de la police.* 590

1287. Durée du contrat et faculté réciproque de résiliation. — **1288.** Faculté conventionnelle de résiliation pour l'assureur. — **1289.** Faculté de résiliation de l'assuré au cas de circonstances aggravant les risques. — **1290.** Faillite et liquidation judiciaire. — **1291.** Transmission de la chose assurée. Maintien de l'assurance. — **1292.** Transmissibilité des diverses sortes de polices. — **1293.** Effets de la transmission. Opposabilité des exceptions.

SECTION III. — *Les risques assurés.* 599

1294. Nécessité du risque. — **1295.** Risques assurés et risques exclus. — **1296.** Assurance des fautes. — **1297.** Exclusion de la faute intentionnelle. — **1298.** Fautes des personnes dont l'assuré est responsable.

SECTION IV. — *Obligations de l'assuré.* 604

§ 1. — *Réticences et fausses déclarations.* 604

1299. Obligation pour l'assuré de renseigner l'assureur. — **1300.** Pratique du questionnaire. — **1301.** Suite. Précisions demandées par les assureurs. — **1302.** Sanction des réticences et fausses déclarations. — **1303.** Suite. Nullité au cas de mauvaise foi. — **1304.** Suite. Cas où l'assuré est de bonne foi. — **1305.** Règles applicables à certaines assurances.

§ 2. — *Paiement de la prime.* 614

1306. Conditions du paiement. — **1307.** Divisibilité de la prime. — **1308.** Lieu de paiement. — **1309.** Défaut de paiement à l'échéance. — **1310.** Effets de la mise en demeure. Suspension de l'assurance. — **1311.** Suite. Calcul des délais.

§ 3. — *Autres obligations de l'assuré.* 620

1312. Obligations de déclarer les aggravations de risques. — **1313.** Suite. Conséquences de l'aggravation de risques. — **1314.** Autres obligations conventionnelles. — **1315.** Avis des sinistres.

§ 4. — *Sanctions des obligations de l'assuré. Déchéance.* 625

1316. Notion de la déchéance. — **1317.** Conditions de validité des clauses de déchéance. — **1318.** Nullité de certaines clauses de déchéance.

SECTION V. — *Obligation et recours de l'assureur.* 628

§ 1. — *Paiement de l'indemnité ou de la somme assurée.* 628

1319. Paiement et compensation. — **1320.** Epoque de paiement.

§ 2. — *Recours de l'assureur contre l'auteur du dommage.* 629

1321. Principe du recours. — **1322.** Subrogation de l'assureur. — **1323.** Cas où il n'y a pas de recours. — **1324.** Assurances de personnes. — **1325.** Cumul des actions de l'assuré contre l'assureur et contre le tiers responsable.

SECTION VI. — *Compétence et prescription.* 637

1326. A. *Compétence.* — Compétence absolue. — **1327.** Compétence relative. — **1328.** B. *Prescription.* — Délai de prescription. — **1329.** Point de départ du délai. — **1330.** Suspension et interruption.

CHAPITRE II

ASSURANCES DE DOMMAGES 644

SECTION I. — *Règles générales.* 644

§ 1. — *Le principe indemnitaire et ses conséquences.* 644

1331. Attribution de l'indemnité. — **1332.** L'assurance, contrat d'indemnité. — **1333.** Surassurance. — **1334.** Valeur agréée. — **1335.** Pluralité d'assurances. — **1336.** Sous-assurance et règle proportionnelle. — **1337.** Pratique du découvert obligatoire. — **1338.** Assurance au premier feu ou au premier risque. — **1339.** Nécessité de l'intérêt. — **1340.** Assurance pour compte de qui il appartiendra. — **1341.** Rôle limité de la somme assurée. — **1342.** Effets de la perte de la chose.

§ 2. — *Risques assurés.* 661

1343. Risques de guerre et autres risques exclus. — **1344.** Vice propre. — **1345.** Délaissement.

	Pages
SECTION II. — Des diverses assurances de dommages.	663
§ 1. — Assurance contre l'incendie.	663
1346. Assurance contre l'incendie. — 1347. Preuve de la perte. — 1348. Vice propre et cataclysmes. — 1349. Obligation de sauvetage. — 1350. Risques accessoires. — 1351. Risque locatif. — 1352. Recours des voisins. — 1353. Recours des locataires. — 1354. Perte des loyers et privation de jouissance.	
§ 2. — Autres assurances de dommages.	669
1355. Assurance contre la grêle. — 1356. Assurance contre la mortalité du bétail. — 1357. Assurances diverses.	
§ 3. — Assurance de responsabilité.	671
1358. Objet de cette assurance. — 1359. L'assurance-automobile. — 1360. Conditions et effets de l'assurance de responsabilité. — 1361. Conduite du procès. — 1362. Interdiction à l'assuré de reconnaître les droits du réclamant. — 1363. Action directe de la victime. — 1364. Conséquences du droit direct de la victime. — 1365. Suite. Inopposabilité à la victime des causes de déchéance postérieures au sinistre. — 1366. Exercice de l'action directe contre un assureur étranger.	
§ 4. — Réassurance.	688
1367. Définition et rôle. — 1368. Modalités de la réassurance. — 1369. Nature juridique de la réassurance. — 1370. Application des principes de l'assurance de choses.	

CHAPITRE III

ASSURANCES DE PERSONNES 693

SECTION I. — Diverses sortes d'assurances de personnes.	
Assurances sur la vie.	693

1371. Définition des assurances de personnes. — 1372. Exclusion du principe indemnitaire. — 1373. Assurances contre les accidents. — 1374. Assurances contre la maladie, la vieillesse ou l'invalidité. — 1375. Assurances de nuptialité et de natalité. — 1376. Assurance sur la vie. — 1377. Assurance de capital en cas de décès. — 1378. Assurance en cas de vie. — 1379. Assurance mixte. — 1380. Assurance populaire. — 1381. Rôle de l'assurance sur la vie.

SECTION. II. — Conclusion du contrat d'assurance-vie. 703

§ 1. — *La police.* 703

1382. Indications spécialement imposées aux polices-vie. — **1383.** Forme et transmission de la police. — **1384.** Perte de la police à ordre.

§ 2. — *Déclarations et examen de l'assuré.* 705

1385. Réticences et fausses déclarations. — **1386.** Le questionnaire. — **1387.** Sanctions. — **1388.** Visite médicale. — **1389.** Rôle de l'agent de la Compagnie. — **1390.** La clause d'incontestabilité. — **1391.** Erreur sur l'âge de l'assuré.

§ 3. — *Assurance sur la vie d'un tiers.* 712

1391 bis. Danger de cette assurance. — **1392.** Nécessité du consentement du tiers assuré. — **1393.** Interdiction d'assurer la vie des jeunes enfants et des aliénés interdits et internés. — **1394.** Autorisation du mineur et de la femme mariée.

SECTION III. — Risques assurés et risques exclus. 716

1395. Mort due à la faute de l'assuré : suicide. — **1396.** Caractère volontaire du suicide. — **1397.** Clauses relatives au suicide. — **1398.** Duel et condamnation à mort. — **1399.** Risques de guerre. — **1400.** Profession et voyages dangereux.

SECTION IV. — Droits de l'assuré et du bénéficiaire. 723

§ 1. — *Droits de l'assuré.* 723

1401. Droit d'arrêter le paiement des primes. — **1402.** Paiement de la prime par un tiers. — **1403.** Participation aux bénéfices. — **1404.** Réserve mathématique globale. — **1405.** Réserve mathématique individuelle. — **1406.** Réduction de l'assurance. — **1407.** Conditions de la réduction. — **1408.** Rachat de la police. — **1409.** Avances sur polices. — **1410.** Assurances ne donnant pas droit à réduction et à rachat.

§ 2. — *Attribution du bénéfice de l'assurance-vie.* 740

1411. Assurance au profit de l'assuré. — **1412.** Désignation d'un bénéficiaire. — **1413.** Droit propre du bénéficiaire. — **1414.** Détermination du bénéficiaire. — **1415.** Acceptation et révocation. — **1416.** Meurtre de l'assuré par le bénéficiaire. — **1417.** Remise de la police en gage. — **1418.** Transmission par le bénéficiaire. —

Pages
1419. Faillite de l'assureur. — **1420.** Rapport et réduction. —
1421. Remboursement des primes aux créanciers. — **1422.** Assu-
 rance sur la vie entre époux. — **1423.** Droit de mutation par décès.

§ 3. — *Paiement de la somme assurée.* 759

1424. Monnaie de paiement. — **1425.** Paiement contre remise de
 la police. — **1426.** Validité du paiement de bonne foi non conforme
 au testament.

MANDAT

CHAPITRE UNIQUE

SECTION I. — *Nature et caractères du contrat.* 765

1427. Définition. — **1428.** Nature civile ou commerciale. — **1429.**
 Combinaison du mandat avec d'autres contrats. — **1430.** Distinction
 avec le louage d'ouvrage ou de services. — **1431.** Suite. Mandat joint
 au louage d'ouvrage ou de services. — **1432.** Suite. Applications pra-
 tiques. — **1433.** Professions libérales. — **1434.** Mandat et vente. —
1435. Mandat et dépôt. — **1436.** Mandat et bail. — **1437.** Mandat
 et société. — **1438.** Mandat et transport. — **1439.** Mandat et agence
 d'affaires.

SECTION II. — *Conditions de validité.* 782

§ 1. — *Consentement et capacité.* 782

1440. Consentement du mandant. — **1441.** Suite. Mandat légal ou
 judiciaire. — **1442.** Consentement du mandataire. — **1443.** Blanc
 seing ; mandat au porteur. — **1444.** Capacité du mandant. — **1445.**
 Capacité générale du mandataire. — **1446.** Actes intéressant person-
 nellement le mandataire ; mandats doubles. — **1447.** Monopole des
 agents de change pour certains mandats. — **1448.** Mandat entre
 époux.

§ 2. — *Formes et preuve.* 791

1449. Caractère consensuel. — **1450.** Cas où la procuration doit
 être écrite. — **1451.** Cas où la procuration doit être authentique. —
1452. Preuve du mandat entre les parties. — **1453.** Situation des
 tiers quant à la preuve. — **1454.** Mandat tacite. — **1455.** Pouvoirs
 du juge du fait.

§ 3. — *Objet du mandat.*

801

1456. Actes qui ne peuvent être faits par mandataire. — **1457.** Mandat donné pour un acte illicite. — **1458.** Mandat relatif au jeu ou pari. — **1459.** Mandat d'agir en justice. — **1460.** Etendue de l'objet du mandat. — **1461.** Spécialisation nécessaire de l'objet du mandat. — **1462.** Objets implicitement contenus dans le mandat. — **1463.** Mandat général; pouvoirs d'administration qui en dérivent. — **1464.** Interprétation de l'étendue du mandat.

SECTION II. — *Effets du mandat entre les parties.*

812

§ 1. — *Obligations du mandataire.*

812

1465. Exécution du mandat. — **1466.** Obligation de ne pas faire la contre-partie. — **1467.** Obligation de tenir régulièrement le mandat au courant. — **1468.** Cas de pluralité de mandataires. — **1469.** Substitution de mandataire. — **1470.** Suite. Action directe du mandant. — **1471.** Responsabilité du mandataire. — **1472.** Cas de responsabilité. — **1473.** Etendue de la réparation. — **1474.** Preuve de la faute du mandataire. — **1475.** Modifications conventionnelles de la responsabilité du mandataire. — **1476.** Obligation de rendre compte. — **1477.** Restitutions dues par le mandataire. — **1478.** Intérêts dus par le mandataire. — **1479.** Décharge du mandataire.

§ 2. — *Obligations du mandant.*

831

1480. Remboursement des dépenses avancées. — **1481.** Indemnisation des pertes. — **1482.** Intérêts des avances du mandataire. — **1483.** Salaire du mandataire. — **1484.** Suite. Montant du salaire. — **1485.** Convention d'exclusivité. — **1486.** Obligation solidaire des co-mandants. — **1487.** Autres sûretés appartenant aux mandataires.

§ 3. — *Fin du mandat.*

842

1488. Règles générales. — **1489.** Causes de cessation conformes au droit commun. — **1490.** Révocabilité du mandat. — **1491.** Suite. Effets de la révocation. — **1492.** Suite. Cas d'irrévocabilité du mandat. — **1493.** Renonciation par le mandataire. — **1494.** Mort de l'une des parties. — **1495.** Faillite et déconfiture. — **1496.** Surveillance d'une incapacité.

SECTION III. — *Effets du mandat à l'égard des tiers.*§ 1. — *Mandat ostensible.*

851

1497. Absence d'obligation personnelle du mandataire. — **1498.** Engagement du mandant par représentation. — **1499.** Dépassement

de mandat et ratification. — **1500.** Mandat apparent. — **1501.** Survivance, à l'égard des tiers, du mandat terminé. — **1502.** Responsabilité du mandant pour les délits et quasi-délits du mandataire. — **1503.** Inopposabilité aux tiers des obligations personnelles du mandataire.

§ 2. — *Mandat prête-nom.*

863

1504. Définition et emploi du prête-nom. — **1505.** Validité du prête-nom. — **1506.** Identité d'effets, entre les parties, du prête-nom et du mandat ostensible. — **1507.** Rapports du prête-nom avec les tiers. — **1508.** Rapports du mandant et des tiers.

CAUTIONNEMENT

CHAPITRE UNIQUE

SECTION I. — *Définition et caractères.*

874

1509. Définition. — **1510.** Caractère accessoire. — **1511.** Caractère civil ou commercial. — **1512.** Caractère gratuit et unilatéral. — **1513.** Contrats qui ne sont pas des cautionnements. — **1514.** Contrats ayant le caractère de cautionnements. — **1515.** Pouvoir d'appréciation du juge du fond.

SECTION II. — *Formation du contrat.*

877

1516. A. *Obligations susceptibles d'être cautionnées.* — Principe général. — **1517.** Obligation naturelle. — **1518.** Obligations nulles. — **1519.** B. *Capacité et consentement.* — Capacité de la caution. — **1520.** Consentement des parties. — **1521.** C. *Cautionnement obligatoire pour le débiteur principal.* — Cas pratiques. — **1522.** Garanties personnelles à fournir par la caution obligatoire. — **1523.** Garanties patrimoniales à fournir par la caution obligatoire. — **1524.** Preuve que la caution présente les garanties légales. — **1525.** Remplacement possible de la caution obligatoire par une autre garantie. — **1526.** D. *Forme et preuve du contrat.* — Liberté des formes. — **1527.** Cautionnement réalisé par effets de commerce. — **1528.** Preuve. — **1529.** Interprétation.

SECTION III. — Effets du cautionnement.

§ 1. — *Rapports de la caution et du créancier.* 888

1530. Caractères de l'engagement de la caution. — **1531.** Limites de l'engagement de la caution. — **1532.** Cautionnement partiel ou limité. — **1533.** Cautionnement conditionnel ou à terme. — **1534.** Effets, sur l'engagement de la caution, des changements de situation du principal. — **1535.** B. *Exceptions appartenant en général à la caution.* — Bénéfice de discussion. — **1536.** Bénéfice de division. — **1537.** C. *Caution de nature particulière.* — Caution réelle. — **1538.** Certificateur. — **1539.** Caution solidaire.

§ 2. — *Rapports de la caution avec le débiteur principal.*

1540. A. *Recours de la caution contre le débiteur principal.* — Recours direct après paiement. — **1541.** Recours par la subrogation légale. — **1542.** Cas de privation de tout recours. — **1543.** Cas de recours avant paiement. — **1544.** B. *Recours entre coobligés accessoires.* — Recours entre cautions personnelles. — **1545.** Recours de la caution contre un tiers détenteur. — **1546.** Rapports de la caution personnelle avec la caution réelle.

SECTION IV. — Extinction du cautionnement.

907

1547. A. *Extinction par voie de conséquence.* — Principe général. — **1548.** Paiement de la dette principale. — **1549.** Dation en paiement. — **1550.** Novation. — **1551.** Remise de dette. — **1552.** Cas divers d'extinction de la dette principale. — **1553.** B. *Extinction propre au cautionnement.* — Principe. — **1554.** Compensation. — **1555.** Remise volontaire. — **1556.** Confusion. — **1557.** C. *Extinction du cautionnement par l'impossibilité de subrogation cession d'actions.* — Principe. — **1558.** Personnes munies de l'exception. — **1559.** Sûretés à conserver. — **1560.** Actes dont le créancier est responsable. — **1561.** La caution n'est déchargée que dans la limite du préjudice subi par elle. — **1562.** Effets du bénéfice de cession d'actions.

TRANSACTION

SECTION I. — Éléments juridiques.

1563. Définition. — **1564.** Nécessité d'un litige. — **1565.** Intention de mettre fin au litige. — **1566.** Concessions réciproques. — P. et R. *Traité.* xi-63

1567. Distinction de la transaction et d'autres contrats voisins. — **1568.** Transaction comprise dans un ensemble de contrats. — **1569.** Détermination des actes constituant des transactions.

SECTION II. — Consentement et capacité des parties. 927

1570. Consentement. — **1571.** Représentation des parties; pouvoir du mandataire. — **1572.** Débiteur failli ou en état de liquidation judiciaire. — **1573.** Personnes morales. — **1574.** Incapables.

SECTION III. — Objet des transactions. 933

1575. Diversité d'objet des transactions. — **1576.** Nullité des transactions portant sur l'état des personnes. — **1577.** Transaction sur les conséquences d'un délit criminel. — **1578.** Transaction concernant les impôts ou les tarifs d'ordre public. — **1579.** Transaction disposant de biens inaliénables. — **1580.** Transaction sur le prix d'offices ministériels. — **1581.** Sort des transactions intervenues au sujet de la validité d'actes argués de nullité.

SECTION IV. — Forme et preuve. 942

1582. Liberté des formes. — **1583.** Transaction homologuée et jugement d'expédient. — **1584.** Transaction constatée par un procès-verbal de conciliation. — **1585.** Nécessité d'une preuve écrite.

SECTION V. — Effets de la transaction. 947

1586. Comparaison avec les effets du jugement. — **1587.** Interprétation à donner à la transaction. — **1588.** Obligations créées ou reconnue par la transaction. — **1589.** Effet exclusif de la transaction. — **1590.** Effet déclaratif de la transaction. — **1591.** Exceptions; clauses translatives ou constitutives de droits dans les transactions. — **1592.** Régime fiscal. — **1593.** Inexécution d'une transaction; clause pénale. — **1594.** Effet relatif de la transaction. — **1595.** Renonciation à la transaction.

SECTION VI. — Nullité des transactions. 957

1596. Cas de nullité. — **1597.** Indivisibilité de la nullité. — **1598.** Manière d'invoquer la nullité. — **1599.** Nullités dérivant de vices de consentement. Règles générales. — **1600.** Erreur de droit. — **1601.** Erreur de fait; transactions passées par les victimes d'accidents. — **1602.** Transactions faites en exécution d'un titre nul. —

1603. Transaction faite sur pièces postérieurement reconnues fausses. — **1604.** Transactions faites dans l'ignorance de titres postérieurement découverts. — **1605.** Erreurs de calcul dans la transaction.

ADDITIONS

794. Règlements d'atelier. — **817.** Allocations familiales. — **845.** Obligation de fidélité du salarié. — **923 bis.** Compétence dans le louage d'ouvrage. — **981.** Notion de société. — **1211.** Marchés à terme. — **1214.** Loteries. — **1312.** Aggravation des risques.
